

- **Huit français sur 10** estiment qu'une augmentation des salaires relanceraient la consommation.
- **58 %** se disent prêts à faire grève pour les salaires.



SOMMAIRE

Page 2

- La Fête est à vous

Page 3

- Assemblée des vétérans
- Election cantonale à Varades
- Les élus communistes et républicains à la préfecture.

Page 4

Le port :

- Question orale sur le dragage des ports
- Les communistes organisent une rencontre publique sur le port.

Edito par Yann VINCE,
membre du Secrétariat Fédéral



En présentant les propositions concrètes du PCF pour sortir la France de l'ornière, Robert Hue déclarait que « l'heure n'est plus à la réflexion, devant l'accélération de la dégradation de la France et de la vie des habitants de ce pays ».

Peu après, le premier ministre dans une de ces envolées lyriques propres au discours politicien annonçait la venue du printemps. Or un sondage CSA vient de contredire les propos hors de saison de Juppé et d'apporter un éclairage nouveau aux propositions du secrétaire nationale du P.C.F. Parmi les indications extraites de ce sondage, 3 français sur 4 estiment qu'une augmentation de leur salaire permettrait une reprise de la consommation. Cela alors que l'INSEE indique que la consommation des ménages est en

Construire au présent un nouvel avenir

recul de 0,6 % en février. Les hirondelles d'Alain Juppé et de Jacques Chirac supposées annonciatrices du printemps économique, battent décidément de l'aile. Les prévisions gouvernementales ne vont pas dans le sens de la préoccupation affichée par les trois quarts des français. La croissance vient d'être révisée une nouvelle fois en baisse. Il faudrait s'attendre à une importante augmentation du chômage en 1996. Les prélèvements obligatoires - pesant essentiellement sur les plus démunis - atteindraient plus de la moitié du produit intérieur brut. L'écart se creuse entre ce qui est nécessaire pour vivre dans la

dignité et les revenus dont dispose la grande majorité des Français.

Il est urgent de sortir de ce cercle vicieux. Il convient, comme le proposent les communistes, d'accroître l'efficacité des entreprises, non plus en faisant pression sur le coût du travail, mais en augmentant les salaires et les investissements de qualification. C'est pourquoi nous proposons de porter le SMIC à 7 500 F et, dans l'immédiat, de l'augmenter de 1 000 F, ainsi que tous les salaires inférieurs à 15 000 F. Sortir de cette logique politique de l'argent pour l'argent qui prévaut depuis si longtemps dans notre pays, sortir de la monnaie unique et de cette construction européenne malade non de la vache folle mais de la course folle au profit, telle est bien l'aspiration d'un nombre grandissant de Français.

C'est à cela qu'œuvrent avec tous ceux qui le souhaitent, les communistes en confrontant leurs idées avec d'autres, comme lors du forum de Nantes et débattant avec les citoyens de la possibilité ou non de construire une alternative progressiste à la politique et au pouvoir de la droite. C'est dans cet esprit qu'ils préparent dans les entreprises, les localités et quartiers des rencontres publiques de cellules.

25, 26 mai : LA FÊTE

FÊTE DE
L'HUMANITÉ
ET DES
NOUVELLES

25-26 MAI 96

la fête
est
à vous

2 jours de spectacles,
d'animations,
une rencontre chaleureuse

SPECTACLE

FABIENNE THIBEAULT



MEETING

JEAN-FRANÇOIS GAU

Membre du Secrétariat National
du Parti Communiste Français

Réussir une grande fête 1996 c'est l'ambition que nous proposons de partager avec tous les communistes du département mais au-delà avec toutes celles et tous ceux qui dans cette dernière période se sont tournés vers le Parti Communiste Français.

Nous disposons pour cela d'atouts importants après le Forum National qui a eu une résonance considérable dans le département, mais aussi avec l'ensemble des initiatives prises dans les entreprises, les quartiers, les localités ou sur des thèmes précis comme la Navale, la SNCF, les services publics, ou pour débattre de la politique, du parti, de son utilité.

La fête de l'Huma et des Nouvelles 1996 se déroulera au parc paysager de Saint-Nazaire avec pour la partie spectacle, une chanteuse de renommée internationale, Fabienne THIBEAULT. Jean-François GAN, membre du Secrétariat National assurera le meeting.

Les 2 mois qui nous séparent de la fête doivent permettre une large ventilation de la vignette dans l'ensemble du département.

Nous proposons de commencer dès maintenant ensemble à travailler pour la réussite de la fête 1996.

**AU
PARC PAYSAGER
DE St NAZAIRE**

**2
JOURS
DE
FÊTE**

**BON DE
SOUTIEN
25 F**

donnant droit à l'entrée
gratuite pour les 2 jours



EXPOS
STANDS
RESTOS
ENFANTS
SPORTS
ROCK
DÉBATS
LITTÉRATURE
JEUX
ESPACE
RENCONTRE
VIDÉO
ANIMATIONS

MAZDA
lampes et appareils d'éclairage

MAZDA ECLAIRAGE

REGION PAYS-DE-LOIRE
10, bd Gaëtan-Rondeau - B.P. 679
44018 NANTES CEDEX
Téléphone 40.12.70.01

VARADES : Élection cantonale partielle

Suite au décès du conseiller général socialiste du canton de Varades, le premier tour de l'élection partielle s'est déroulée le 24 mars.

Le Parti Socialiste avait décidé de ne pas projeter de candidat et soutenait Claude BRICAUD, divers gauche, conseiller municipal de La Chapelle-St-Sauveur.

Dans ce canton où les résultats du Parti Communiste sont traditionnellement faibles, la section du Val de Loire avait décidé de demander à Claude GAUDIN, 30 ans, ouvrier à la Fonderie Bouhyer d'Ancenis de le représenter.

Au total 6 candidats étaient en lice.

Les résultats ont été les suivants :

Inscrits	5 404
Votants	3 454
Exprimés	3 361 soit 62,19 % (ce qui est très élevé au regard d'une élection cantonale partielle)
Ont obtenus	
Claude GAUDIN (PCF).....	56 voix 1,67 % (+ 0,11 %)
Claude BRICAUD (DVG).....	1 187 voix 35,33 % (- 7,33 % sur le candidat PS de 1992)
Philippe CROMIER (Ecolo).....	90 voix 2,6 % (ne se présentait pas en 1992)
Etienne FOUCHER (DVD) soutenu par Edouard LANDRAIN 1.....	373 voix 40,85 %
Jean CLEMENCEAU (DVD).....	525 voix 15,62 %
Christophe BOUHIER (FN).....	130 voix 3,87 % (- 0,28 %)

Notons dans cette élection une légère progression en pourcentage du Parti Communiste qui double ses voix à Belligné.

Le Front National enregistre lui une perte en voix et en pourcentage.

Enfin, la droite (Foucher + Clemenceau) progresse de 4,84 %.

Interroger le soir du scrutin, Claude GAUDIN déclarait son intention de mener sur ce canton et sur le pays d'Ancenis une activité politique plus intense et au plus près des gens avec la cellule locale car concluait-il le décalage qui existe entre le résultat du vote et les potentialités s'il est un problème n'a rien d'insurmontable.

En ce qui concerne le second tour, avec la cellule, Claude GAUDIN appelait à faire barrage à la droite et à sa politique ultra libérale en votant pour le candidat se réclamant de la gauche que les électeurs ont placé au premier tour : Claude BRICAUD.

- Au second tour Claude Bricaud a été élu.

Lundi 22 Avril

18 h 30 au Centre de communication
de l'ouest, Tours Bretagne à

Nantes

**Rencontre débat
sur l'estuaire
et le port**

Assemblée Générale Annuelle des Vétérans du Parti Communiste Mardi 30 Avril, à 10 h 30 à Batz-sur-Mer

L'assemblée générale annuelle est convoquée le Mardi 30 Avril à 10 h 30 à Batz-sur-Mer (le lieu exact sera communiqué ultérieurement) et sera suivi d'un repas fraternel au restaurant « L'Atlantide ».

Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez téléphoner à la Fédération du Parti Communiste au 40.89.72.28.

LES ÉLUS COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS EN DÉLÉGATION A LA PRÉFECTURE

Représentant plus de 20 communes du département, les élus communistes et républicains de Loire-Atlantique ont déposé le 20 mars à la Préfecture, à l'initiative de l'A.D.E.C.R., une motion dont voici quelques extraits :

« Les élus Communistes & Républicains de Loire-Atlantique ont dressé un bilan désastreux de la situation financière des collectivités locales qui conditionne la préparation des budgets 1996. Les conséquences en seraient encore aggravées en 1997 et les années à venir si un coup d'arrêt n'intervient pas dans la politique du pouvoir en direction des collectivités locales.

Dans toutes les communes, les départements et les régions, l'écart se creuse dangereusement entre les besoins de la population et les moyens financiers dont elles disposent pour les satisfaire.

Cette situation a pour cause les choix opérés au niveau national par les gouvernements qui ont successivement privilégié aux besoins humains la soumission à la loi de l'argent... / ...

Avec la Loi de Finances pour 1996, le gouvernement JUPPÉ, en recherchant la meilleure adaptation aux objectifs de la monnaie unique, accélère l'asphyxie financière des collectivités locales, au point que certaines d'entre elles se trouvent, ou vont se trouver, en situation de faillite.

Alors que les charges transférées croissent rapidement, la progression des crédits transférés aux collectivités, qui était supérieure à 4 % ces dernières années, n'est plus que de 2,1 % en 1996.

La Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) de la majorité des villages et des villes progresse seulement de + 1,825 %, soit moins que l'inflation.

La Dotation Globale servant à l'Équipement (D.G.E.) de la plupart des villes de plus de 10 000 habitants est supprimée, alors qu'à sa création, en 1982, le ministre

de l'intérieur et de la Décentralisation annonçait qu'elle serait progressivement portée à 10 % des investissements. L'augmentation de 2 points de la T.V.A. pèse sur les budgets de fonctionnement et d'investissement.

Les élus Communistes & Républicains de Loire-Atlantique n'acceptent pas cette situation.

La fiscalité locale doit être réformée dans le sens de la justice sociale et de l'efficacité économique. Cela passe immédiatement par :

- ① le remboursement intégral, et dans l'année, de la T.V.A. sur l'ensemble des dépenses des collectivités locales,
- ② l'arrêt des ponctions opérées sur la caisse de retraite des agents territoriaux, la C.N.R.A.C.L.
- ③ la compensation intégrale aux collectivités locales des allègements nationaux de taxe professionnelle et leur adaptation en fonction des créations d'emplois,
- ④ l'augmentation de la D.G.E. à 10 % des investissements.

Ils proposent également

une réforme audacieuse de la Taxe Professionnelle qui consisterait à intégrer les 1 000 milliards de capitaux issus des richesses produites, qui ne servent qu'à la spéculation au détriment du développement humain et dans le même temps diminuer la dette des communes, des départements et des régions en sollicitant les 6 000 milliards de francs déposés dans les banques et provenant, pour l'essentiel, du travail des salariés ».



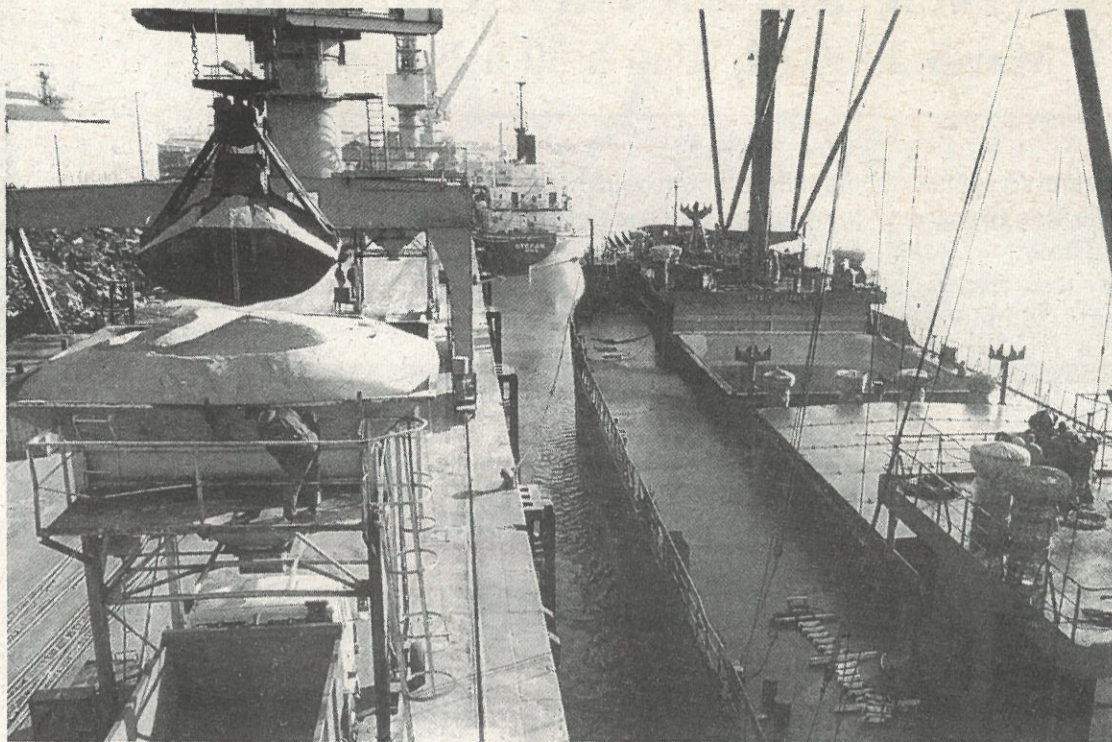
ENTREPRISE

LEBOURGNE travaux publics et particuliers

13, rue Réaumur - 44600 SAINT-NAZAIRE - Tél. 40 91 54 91 - Fax. 40 91 54 92

TERRASSEMENTS - RÉSEAUX DIVERS - TRAVAUX DE VOIRIE - BORDURES
AIRES DE CIRCULATION & ESPACES VERTS POUR ENSEMBLES COLLECTIFS
AIRES DE JEUX & ÉQUIPEMENTS SPORTIFS DE PLEIN AIR

LE DRAGAGE DES PORTS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE



Le 11 mars dernier, Daniel COLLIARD, député communiste de Seine Maritime est intervenu dans le cadre des questions orales sur le dragage des ports français. Nous publions l'intégralité de son intervention.

« Dans une période récente, la question des accès à plusieurs ports importants s'est trouvée posée avec force : c'est le maintien des caractéristiques nautiques en basse Loire et l'aménagement de nouveaux espaces portuaires ; la nécessité d'approfondir le chenal d'accès au port de Rouen pour répondre à l'évolution du trafic ; le projet de « Port 2000 » au port du Havre, l'accès d'un premier porte-conteneurs de 6000 EVP et l'intervention, pour la première fois, d'une drague étrangère pour la

maintenance des fonds ce qui a provoqué une grève du personnel du lieu.

Récemment, M. le Ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, et Mme le Secrétaire d'État aux Transports, se sont rendus l'un à Rouen, l'autre à Nantes et ont pu apprécier, in situ, les problèmes posés. Ceux-ci sont cruciaux, particulièrement pour les ports d'estuaire mais, au-delà des cas évoqués, se retrouvent dans d'autres ports. Il est évident que c'est là une question décisive pour que notre pays puisse continuer à tenir sa place dans les échanges maritimes.

La maintenance des chenaux d'accès, des digues, des jetées, des écluses et des ponts mobiles est à la charge de l'État dans les ports auto-

nomes et dans les ports d'intérêt national. Les crédits qui y sont affectés n'ont cessé de décliner ces dernières années passant entre 1991 et 1996, dans les lois de finances, de 473,6 millions à 394 millions pour les ports autonomes (chapitre 44/34) et de 49,2 millions à 38,8 millions (chapitre 35/34) pour les ports d'intérêt national.

Les budgets des organismes gestionnaires, qui doivent par ailleurs tenir compte de la concurrence internationale, sont appelés à supporter le désengagement de l'État. Le rapport joint au compte d'exploitation du port du Havre pour 1994 notait qu'il lui en avait coûté pour cela plus de 220 millions de francs depuis 1965.

Ces chiffres sont à mettre en comparaison avec les 3,5 milliards en francs belges (soit environ 600 millions de francs français) que l'État de notre pays voisin affecte à ses trois ports maritimes.

Notre pays dispose pour les travaux de dragage d'un GIE (part de l'État : 51 %) qui donne, pour l'essentiel, satisfaction.

- d'assurer le développement et la mise en adéquation du parc des dragues au sein du GIE.

- de relever de façon substantielle les chapitres 44/34 et 35/34 du budget des ports dans le prochain budget de la nation, et de procéder, sans attendre, aux abondements qui pourraient se révéler indispensables afin d'éviter une dégradation des sites d'exploitation ».

Rencontre Publique de Cellule au Port

De la lutte pour la défense des statuts des dockers ou du personnel portuaire, à celle pour la prévention et le développement harmonieux du port Nantes - Saint-Nazaire et de l'ensemble de ses sites, le soutien et les initiatives du PCF et de ses élus non seulement n'ont pas fait défaut mais ont été des atouts sérieux pour les salariés du Port.

C'est d'ailleurs plus que jamais le cas dans cette période où derrière des projets de prestige se profilent des menaces, qui plus que jamais nécessitent, vigilance, luttes et débat public, permettant que les salariés, les organisations syndicales, les usagers soient consultés, entendus qu'ils aient voie au chapitre.

Alors certes, il fut question de cela lors de la rencontre publique de la cellule des dockers de Nantes, ouverte aux autres salariés du port, et des initiatives que prend actuellement le PCF sur ces questions mais on a parlé de beaucoup d'autres choses.

Ainsi où en sommes-nous aujourd'hui ?

Que faire pour mettre en cause la domination de la droite sans pour autant refaire ce qui a échoué ? Où en est le parti communiste aujourd'hui ? Que

propose-t-il ? Quelle perspective avance-t-il ? Les changements au PCF c'est quoi ? et la Cellule ?

Autant de questions qui ont traversé la soirée et dont le projet de développement de la cellule s'étendant au site du port de Nantes et plus seulement à une profession portuaire a retenu l'intérêt des participants.

Malgré la charge de travail du jour, 10 personnes étaient présentes dont seulement 5 membres du Parti, 1 adhésion a été réalisée s'ajoutant au deux qui ont été faites depuis le début de l'année et des projets de nouvelles adhésions au moment de la mise en place de la nouvelle cellule portuaire avec l'idée forte, oui il faut un parti qui compte sur le port et c'est vrai que cela ne peut se faire sans nous.

Notons que prévue 3 semaines plus tôt, cette rencontre publique n'a en réalité été préparée de façon simple à 5 jours par les contacts individuels alors ne compliquons pas ce qui est si simple...

Maintenant la balle est dans le camp du côté du port de Nantes, il faut aller rapidement à la mise en place de cette nouvelle cellule.

HUMOUR VACHE

La vache folle est à la une de tous les médias, légitimement, l'inquiétude de la population est grande. Le gouvernement français a aussitôt pris des dispositions. Nos experts, nos technocrates se sont penchés sur la question. Il faut, ont-ils décidé, pouvoir identifier la Vache Folle

de la viande française, aussi se sont-ils mis d'accord pour que la « bonne viande » soit estampillée V.F. qui peut permettre aux uns de lire Viande Française aux autres... Vache Folle, mais les seconds seront les mal intentionnés.

• NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE •
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes - 44000 Nantes
Commission Paritaire N° 52987 - R.C.S. Nantes - N° SIRET 32151228700012 - Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Associés à parts égales : MM. M. ROCHER, M. PRODEAU, J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITE : Tél. 40.48.56.36 - RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28 - TÉLÉCOPIE : 40.48.65.76
Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie - 85 LA CHAIZE LE VICOMTE
B.P. 406 - 85010 LA ROCHE SUR YON CEDEX

DLE
Devin Lemarchand
Environnement

la technique
maîtrisée

Erdre Active - La Bérangerais - 5, rue de la Catalogne
44240 LA CHAPPELLE-SUR-ERDRE
Téléphone 40.77.89.89 - Télécopie 40.77.80.48